

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Mouvements > Au niveau mondial > Gauche radicale (Monde) > Internationale 4 (Quatrième) > Histoire (Quatrième Internationale) > Ernest Mandel > **25 ans après la réunification allemande : réflexions sur Ernest Mandel, la (...)**

25 ans après la réunification allemande : réflexions sur Ernest Mandel, la IV^e internationale et la crise en Allemagne de l'Est en 1989-1990

mercredi 3 décembre 2014, par [TOUSSAINT Éric](#) (Date de rédaction antérieure : 2 décembre 2014).

Sommaire

- [Ernest Mandel et les luttes](#)
- [Ernest Mandel : la crise \(...\)](#)
- [La révolution politique et \(...\)](#)
- [Analyse des événements par \(...\)](#)
- [Ernest Mandel et la IV^e \(...\)](#)
- [Ernest Mandel et la IV^e \(...\)](#)
- [Conclusion](#)

La crise qui a secoué la RDA en 1989-90 et son dénouement constituent incontestablement un moment important de l'histoire du XX^e siècle [1].

Cette contribution a pour objet de formuler des commentaires sur l'analyse et l'action d'Ernest Mandel et de la IV^e Internationale à l'égard de la réunification allemande, ou plutôt à l'égard de la crise politique en Allemagne de l'Est et de son dénouement sous la forme de la réunification allemande [2].

Ernest Mandel et les luttes politiques en Allemagne

Sans faire ici la biographie d'Ernest Mandel, il faut relever qu'il a toujours attribué à la lutte de classe en Allemagne un rôle de toute première importance à l'échelle européenne et mondiale. Il fondait cette conviction sur une analyse objective de la situation mondiale, des rapports de forces entre grandes puissances, de l'importance de la classe ouvrière allemande.

Il s'est impliqué sur le plan militant et intellectuel dans la vie politique allemande même si son engagement politique principal s'est déroulé en Belgique surtout de la fin des années 1930 au début des années 1970. Par ailleurs, dès la fin de la seconde guerre mondiale, ses activités de militant puis de dirigeant de la Quatrième ont progressivement pris de plus en plus de place dans sa vie et l'ont mené aux quatre coins de la planète.

Son histoire personnelle est directement liée à l'évolution de l'Allemagne du XX^e siècle : son père était un spartakiste allemand d'origine juive. Il a travaillé à Berlin avec Karl Radek de la direction de l'Internationale Communiste, avant de s'installer avec son épouse à Anvers au début des années 1920.

Ernest Mandel est né à Francfort en 1923 où sa mère s'était rendue pour accoucher. Il a passé toute sa jeunesse à Anvers où il est devenu un militant trotskiste à l'âge de 16 ans (1939). Il a lutté, dès le début de l'occupation, avec sa famille, pour organiser la résistance des juifs face au génocide. Il a participé activement à la lutte contre l'occupant nazi et a contribué à recruter à la IV^e Internationale en Belgique, des soldats allemands ayant déserté. Il a été arrêté à plusieurs reprises par les nazis dont une fois alors qu'il distribuait des tracts aux ouvriers de la sidérurgie liégeoise en 1943. Il a été emprisonné en Allemagne où sa connaissance de l'allemand et son engagement politique lui ont permis de se lier directement à la population, à commencer par ses geôliers ex-communistes ou ex-socialistes. Ce sont ceux-ci qui l'aideront la première fois à s'évader du camp nazi où il avait été interné.

Il a suivi de près le mouvement de 1956 à Berlin-Est. Pendant l'hiver 1960-61, alors qu'il jouait un rôle significatif dans la grève générale en Belgique à la tête de l'hebdomadaire *La Gauche*, il a dû se partager entre la Belgique et l'Allemagne où se déroulait un congrès mondial de la IV^e Internationale.

Après mai 68, il a fait l'objet d'une interdiction d'entrée sur le territoire allemand (suite aux limitations des droits fondamentaux individuels adoptées en RFA envers les sympathisants et militants de l'extrême-gauche). Cela ne l'a pas empêché de répondre à l'invitation de l'Université Libre de Berlin Ouest où il a donné cours en 1970-71. C'est d'ailleurs à cette époque qu'il a écrit une de ses œuvres majeures *Der Spätkapitalismus* (traduit en français sous le titre « Le troisième âge du capitalisme »). Une douzaine de livres d'Ernest Mandel ont été édités en Allemagne (voir bibliographie ci-jointe). Certains de ceux-ci ont été écrits en allemand et leur première édition est allemande. Citons : *Der Spätkapitalismus* (1972), *Trotzky als Alternative* (1992).

En 1989-1990, Ernest Mandel s'est rendu à plusieurs reprises en Allemagne pour participer à d'importants meetings publics (notamment avec Gregor Gisy, ex-dissident du SED, devenu au cours de la crise le président du PDS. Plus d'un millier de personnes ont assisté à leur débat le 25 mai 1990 à Berlin-Est). Il ne ratait jamais une occasion d'essayer d'aider au développement de l'organisation des partisans de la IV^e Internationale en RDA. Cela ne l'empêchait pas d'entretenir des relations avec des activistes du Neues Forum, des intellectuels communistes ou des cadres de la gauche antibureaucratique et anticapitaliste du PDS.

Ernest Mandel a entretenu une correspondance soutenue avec des militant(e)s allemand(e)s avant et après la réunification. Cette correspondance se trouve à l'Institut d'Histoire Sociale situé à Amsterdam. Elle doit encore être archivée. La grande presse allemande a consacré une quantité appréciable d'articles à l'œuvre d'Ernest Mandel suite à son décès survenu le 20 juillet 1995 à Bruxelles où il avait élu domicile après la seconde guerre mondiale.

Ernest Mandel : la crise allemande de 1989-90 comme un début de révolution politique

Ernest Mandel considérait à l'automne 1989 qu'une révolution politique avait débuté en Allemagne de l'Est. Au printemps 1990, il a compris que la situation avait tourné et, en octobre 1990, a pris acte de l'unification allemande comme une défaite pour la classe ouvrière de ce pays.

De manière très schématique, je voudrais essayer de préciser en quelques phrases ce qu'Ernest Mandel entendait par 'révolution politique'. Il s'agit d'un processus au cours duquel la classe ouvrière au sens large développe son auto-activité, gagne en conscience de classe, se dote d'organes de pouvoir (ce qui ouvre une période de dualité de pouvoir) et finit par renverser la bureaucratie qui

dirige l'État, ses différents appareils, le parti-État, les syndicats. La révolution politique, à la différence de la révolution sociale, n'implique pas un bouleversement des rapports de propriété (voir plus loin).

L'issue positive d'un processus de révolution politique implique que la classe ouvrière au sens large se porte candidate au pouvoir et le conquiert. L'exercice du pouvoir repose sur une très large autogestion avec des organes de pouvoir populaire structurés de manière pyramidale, un contrôle permanent des délégué(e)s par les mandants, avec possibilité de révocation des premiers par les seconds. Le pluripartisme, le suffrage universel sont indispensables. Pour Ernest Mandel, il ne faut aucunement opposer élection de conseils (de « soviets ») à l'élection d'une assemblée constituante. Il faut concevoir un système politique à plusieurs chambres de représentant(e)s. Concernant le débat qui avait opposé Rosa Luxembourg à la direction bolchevique fin 1917 à propos de la dissolution de l'assemblée constituante et à la nécessité du suffrage universel, Ernest Mandel était du côté de Rosa Luxembourg.

Pour revenir à la crise en RDA d'octobre 1989, Ernest Mandel considérait qu'un processus de révolution politique s'était enclenché, ni plus, ni moins.

La révolution politique et de la restauration capitaliste

La place me manque pour développer ici le concept de révolution politique dans ces différentes acceptions.

Je me limiterai à une citation de Léon Trotsky . " *L'histoire a connu, outre les révolutions sociales qui ont substitué le régime bourgeois à la féodalité, des révolutions politiques qui sans toucher aux fondements économiques de la société, renversaient les vieilles formations dirigeantes (1830 et 1848 en France, février 1917 en Russie). La subversion de la caste bonapartiste aura naturellement de profondes conséquences sociales : mais elle tiendra dans les cadres d'une transformation politique. (...)* Il ne s'agit pas de remplacer une coterie dirigeante par une autre, mais de changer les méthodes mêmes de la direction économique et culturelle.

L'arbitraire bureaucratique devra céder la place à la démocratie soviétique. Le rétablissement du droit de critique et d'une liberté électorale authentique sont des conditions nécessaires du développement du pays. Le rétablissement de la liberté des partis soviétiques, à commencer par le parti bolchevik, et la renaissance des syndicats y sont impliqués. La démocratie entraînera, dans l'économie, la révision radicale des plans dans l'intérêt des travailleurs. La libre discussion des questions économiques diminuera les frais généraux imposés par les erreurs et les zigzags de la bureaucratie. Les entreprises somptuaires, palais des Soviets, théâtres nouveaux, métros construits pour l'épate, feront place à des habitations ouvrières. Les « normes bourgeoises de répartition » seront ramenées aux propositions strictement commandées par la nécessité, pour reculer au fur et à mesure de l'accroissement de la richesse sociale, devant l'égalité socialiste. Les grades seront immédiatement abolis, les décorations remises aux accessoires. La jeunesse pourra respirer librement, critiquer se tromper et mûrir. La science et l'art secoueront leurs chaînes. La politique étrangère renouera avec la tradition de l'internationalisme révolutionnaire » (Léon Trotsky, *La Révolution trahie*, pages 240-241, Publications de la IV^e Internationale, 1961)

Par ailleurs, Trotsky a défini également un autre cas de figure, celui de la restauration capitaliste : « *Si à l'inverse, un parti bourgeois renversait la caste soviétique dirigeante, il trouverait pas mal de serviteurs parmi les bureaucrates d'aujourd'hui, les techniciens, les directeurs, les secrétaires du parti, les dirigeants en général. Une épuration des services de l'État s'imposerait aussi dans ce cas, mais la restauration bourgeoise aurait vraisemblablement moins de monde à jeter dehors qu'un parti*

révolutionnaire. L'objectif principal du nouveau pouvoir serait de rétablir la propriété privée des moyens de production. Il devrait avant tout donner aux kolkhozes faibles la possibilité de former de gros fermiers et transformer les kolkhozes riches en coopératives de production du type bourgeois ou en sociétés par actions. Dans l'industrie, la dénationalisation commencerait par les entreprises de l'industrie légère et de l'alimentation. Le plan se réduirait dans les premiers temps à des compromis entre le pouvoir et les »corporations« , c'est-à-dire, les capitaines de l'industrie soviétique, ses propriétaires potentiels, les anciens propriétaires émigrés et les capitalistes étrangers. Bien que la bureaucratie soviétique ait beaucoup fait pour la restauration bourgeoise, le nouveau régime serait obligé d'accomplir sur le terrain de la propriété et du mode de gestion, non une réforme mais une véritable révolution » (Léon Trotsky, La Révolution Trahie, in » De la Révolution ", éd. de Minit, pp. 604 - 605)

Analyse des événements par Ernest Mandel et commentaires

Je voudrais, à ce stade du travail, suivre l'évolution de l'analyse qu'Ernest Mandel a présenté de la crise allemande de 1989-90 tout en exprimant certaines opinions personnelles. Dans un deuxième temps, je présenterai ces opinions personnelles de manière systématique

Fin octobre 1989, selon Ernest Mandel, une révolution politique a commencé.

En novembre 1989, à son retour de Berlin où il a pu participer à des manifestations massives de la population d'Allemagne de l'Est, Ernest Mandel considère qu'une révolution politique a commencé. Il intitule un article destiné à la presse de son mouvement politique international : « La révolution politique et les dangers qui la menacent » (voir bibliographie). L'article commence par « *La montée du mouvement de masse qui secoue la RDA a pris l'ampleur d'une véritable révolution* ».

Caractéristiques du mouvement en cours.

Ses points forts : il est massif, il est à dominante ouvrière, il est fortement créatif, la liberté d'expression y règne, le nationalisme en est absent, il rejette le militarisme, certains secteurs de manifestants s'ouvrent à l'internationalisme à l'égard du Tiers Monde (« *du moins pour le moment* » -sic !-).

Ses points faibles : ne se constituent pas des organes d'auto-organisation, il n'y a pas d'objectif politique clair qui soit formulé par les masses.

Revenons sur les points forts : Le mouvement est massif : « *Les 4, 5 et 6 novembre 1989, près de deux millions de personnes sont descendues dans la rue* ». Ernest Mandel énumère les principales manifestations qui touchèrent les grandes villes. Pour indiquer l'ampleur de l'activité des citoyens est-allemands, il ajoute que « *proportionnellement à la population dans son ensemble, cela équivaut à 7 à 8 millions de manifestants en France* ». Il en vient à la composition sociale des manifestations : elle est à dominante ouvrière. Pour étayer cette affirmation, il pose la question : « *Comment dans une ville comme Leipzig - le principal centre industriel de la RDA - pourrait-il y avoir 350 000 manifestants sur 500 000 habitants si la quasi-totalité de la classe ouvrière n'était pas descendue dans la rue ?* » Il ajoute un deuxième argument : « *Le caractère prolétarien de la révolution qui a commencé en RDA est surtout attesté par l'énorme ébullition dans les entreprises* ». Il note qu'il n'y a pas formellement de grèves « *contrairement à mai 68 et à l'automne chaud italien* », mais il ajoute que dans les entreprises se déroulent presque en permanence des assemblées suivies massivement par le personnel. Il cite un exemple : « *Dans le complexe chimique Leuna, la plus grande usine du pays, ces assemblées discutèrent de projets de résolution proclamant une grève générale de trois jours, au cas où le Bureau Politique ne démissionnerait pas. Celui-ci a dû démissionner.* »

D'autres secteurs de la classe ouvrière entrent en action : les enseignants, le personnel de santé, les journalistes. Ernest Mandel met en évidence la créativité du mouvement : les slogans impertinents fusent, l'humour est systématiquement présent. Les manifestants fabriquent avec inventivité leurs pancartes.

Un élément sur lequel Ernest Mandel insiste avec force : la revendication de la réunification allemande est absente. Il ne prévoit pas que cela puisse rapidement changer. Il note aussi un sentiment pacifiste parmi la masse des citoyens en action : le rejet du passé militariste est profondément ancré. Ernest Mandel adopte à ce propos des accents lyriques : « *Les descendants de Rosa Luxembourg se sont montrés dignes d'elle. Aujourd'hui, l'histoire proclame qu'elle n'a pas lutté en vain et n'est pas morte pour rien* ».

Ernest Mandel et la IV^e internationale en mars 1990 : correction partielle de l'analyse

La résolution qu'il a préparée pour le Secrétariat Unifié de la IV^e internationale et qui y est adoptée après amendement (session du 5 mars 1990) constate d'emblée : « *Depuis la fin d'octobre 1989, la RDA avait connu un début de révolution politique* » (toutes les citations qui suivent proviennent de cette résolution publiée dans *Inprecor* no. 305, voir bibliographie). L'utilisation de l'imparfait est très important, il prend acte du tournant pris par les masses. Le document prévoit que l'évolution la plus probable sera la suivante : « *Pour le moment, la tendance la plus probable est celle d'une unification rapide de l'Allemagne par l'absorption de la RDA par la RFA. Les masses tendent ainsi à donner la priorité à cette unification indépendamment de son contenu économique et social concret, en fonction avant tout de leur situation matérielle présente* ». La résolution mentionne aussi comme cause du tournant vers la réunification « *la force du sentiment national nourri par une propagande effrénée des médias ouest-allemands* ».

La résolution précise ce que signifierait l'absorption de la RDA par la RFA dans le cadre des rapports de force du moment. Il s'agirait de « *la restauration du capitalisme sous un pouvoir d'État bourgeois et la soumission de l'économie au grand capital c'est-à-dire une contre-révolution sociale* ». Jusque là, le contenu de la résolution semble dénué d'ambiguïté. Néanmoins, Ernest Mandel a intégré dans le texte des passages qui indiquent clairement qu'il espérait encore que la tendance la plus probable, celle de la restauration capitaliste par absorption rapide de la RDA, ne se réalise pas. Aussi, la résolution énumère des obstacles à l'absorption rapide. Citons notamment : « *le coût trop élevé de la réunification pour le capital ouest-allemand* ». Le capital ouest-allemand ne peut simultanément supporter les frais de la création d'une monnaie européenne commune (pour laquelle les réserves de change de la Bundesbank seraient le fonds de garantie principal) et les frais d'une absorption de la RDA financée en Deutsch Marks" ;

- le refus du Kremlin de l'intégration de la RDA avec ses conséquences militaires. Le Kremlin « *ne peut accepter une Allemagne unifiée membre de l'OTAN qui impliquerait la possibilité de voir les militaires des pays impérialistes ou la Bundeswehr s'établir sur le territoire actuel de la RDA, fut-ce à terme.* »

L'énumération de ces obstacles obscurcit la perspective, déforme la résolution. La motivation d'Ernest Mandel est claire, un passage de la résolution l'indique : « *L'essentiel est donc de gagner du temps pour que les masses puissent faire l'expérience (des aspects négatifs de l'unification sous la conduite du capital ouest allemand, NDLR), avant que la nature de classe de l'État de l'Allemagne unifiée ne soit tranchée pour une période prolongée* ».

La résolution est donc manifestement ambiguë : elle laisse ouverte la possibilité d'un processus lent d'unification qui permettrait aux masses de reprendre la voie de la révolution politique. C'était prendre ses espoirs pour la réalité alors que les carottes étaient cuites. L'erreur de perspective est évidente. Le caractère confus et contradictoire de la résolution s'explique notamment par le fait que le texte adopté est le fruit de compromis difficiles entre plusieurs positions différentes.

La résolution contenait une importante section consacrée aux tâches. L'élément-clé était constitué par le rejet de l'unification sous la forme de l'absorption de la RDA par la RFA :

« Les masses populaires de tout pays ont le droit démocratique de décider elles-mêmes de l'appartenance à l'État qu'elles préfèrent. Les marxistes-révolutionnaires reconnaissent pareil droit. Mais ils ont en même temps le droit et le devoir de dire la vérité aux masses : l'unification de l'Allemagne, non pas fondée sur la démocratie socialiste mais sur l'absorption de la RDA par la RFA, impliquant la restauration du capitalisme en RDA, même si elle était appuyée par un vote majoritaire des masses, représenterait une régression sociale sensible pour ces masses, du fait du renforcement de l'impérialisme et du patronat allemand qui en découlerait. Elle devrait donc être rejetée par tout ouvrier ou socialiste conscient. »

Suivait une vingtaine de revendications à avancer.

Une autre résolution était opposée à celle par Ernest Mandel, elle était défendue par une minorité de la section française de la IV^e Internationale. La résolution minoritaire s'accordait avec la résolution majoritaire pour dire qu'une révolution politique avait débuté en octobre 1989. La « minorité » maintenait une approche plus optimiste de l'évolution du mouvement des masses. La divergence fondamentale portait sur l'approche de la question de la réunification allemande : *« Le droit à l'autodétermination et à l'unification pour les deux parties du peuple allemand doit être appuyé inconditionnellement. (...) Nous sommes pour l'unification, mais nous nous battons afin qu'elle se réalise sur une base socialiste. Nous détournons de l'unification, parce que le plan Kohl domine actuellement le terrain politique, ne conduirait qu'à la marginalisation complète de la gauche marxiste. On ne peut pas arrêter la revendication démocratique croissante pour l'unification allemande. La question politique clé est quelle classe va la réaliser : la bourgeoisie ou le prolétariat ?- Pour l'instant, c'est la bourgeoisie qui a toutes les cartes en main. (...) »* « Qu'est-ce que cela signifie concrètement aujourd'hui ? Cela signifie avancer des revendications qui permettent à la classe ouvrière d'être à l'offensive sur cette question, et de ne pas laisser ce terrain politique à l'impérialisme - ou à des secteurs de la bureaucratie, qui conduiraient la classe à la défaite et au désastre ». (« La crise du stalinisme et la question allemande. Projet de résolution présenté par des membres du Secrétariat unifié et rejeté par la majorité », *Inprecor*, n°305, 23.3.1990, 2p.)

Un troisième document, non soumis au vote du Secrétariat Unifié, mais dont l'orientation a été défendue au cours de la réunion, a été remis aux membres du SU et publié également dans la presse de l'internationale. Il émanait du VSP (Parti Socialiste Unifié) de la RFA. Le VSP était le résultat de la fusion en 1986 de la section ouest-allemande de la IV Internationale (GIM) et du Parti Communiste d'Allemagne (KPD) d'origine maoïste. Le VSP présentait une approche réaliste de la crise allemande : *« Le VSP ne croit ni à la possibilité d'une révolution politique en RDA seule, à court ou à moyen terme, dans le sens d'une conquête du pouvoir par la classe ouvrière, ni à la probabilité d'une période prolongée de confédération -sur un pied d'égalité- entre la RDA et la RFA, qui pourrait en quelque sorte offrir le temps nécessaire pour renverser le rapport de force et rouvrir une perspective en RDA ».*

Le VSP prenait en outre position contre la réunification : *« En l'absence d'une perspective socialiste crédible en RFA à l'heure actuelle, la seule possibilité de sauvegarder les acquis de la classe ouvrière et des femmes de RDA consiste à défendre l'État est-allemand comme identité souveraine*

et indépendante à tous les égards. » (« Position du VSP », *Inprecor* n°305, 23.3.1990, p.1).

Ernest Mandel et la IV^e internationale en novembre 1990 : retour critique sur les positions antérieures et rédaction d'une résolution de synthèse

Ernest Mandel a rédigé un projet de résolution qui était implicitement autocritique et offrait une analyse pertinente du développement de la crise en Allemagne de l'Est à partir d'octobre 1989 - Le texte a été adopté à une large majorité (« La réunification capitaliste », *Inprecor* n°322, 18.1. 91, 4p. NB. Toutes les citations qui suivent proviennent de ce document).

La résolution prend acte de la réunification... : « Depuis le 3 octobre 1990, l'absorption de la RDA par la RFA est un fait accompli (...) Ce résultat de l'évolution déclenchée en automne 1989 est la plus négative des perspectives possibles avancées par la résolution du SU de la IV^e Internationale du 5 mars 1990. » « Il n'y a pas eu de révolution politique victorieuse dans le sens d'une démocratie socialiste et d'une planification démocratique. Il n'y a pas eu non plus de »processus de convergences par étapes« des deux Allemagnes qui aurait permis de gagner du temps pour permettre à la classe ouvrière et aux masses populaires de développer des perspectives politiques émancipatrices rejetant à la fois l'embrigadement bureaucratique et celui du grand capital. Nous avons souligné les effets gravement négatifs, tant en Allemagne que sur le plan international de la réalisation de l'Anschluss (annexion) pour la classe ouvrière et tous les opprimés. Les faits confirment le bien-fondé de notre opposition résolue à l'unification allemande capitaliste et de nos avertissements à l'adresse de la classe ouvrière allemande et internationale. »

La résolution fait alors un relevé synthétique des effets ravageurs pour la population de RDA de l'unification du point de vue économique, social, politique et idéologique. La partie concernant les conditions politiques de la réunification mérite d'être citée partiellement :

" Après la victoire des partis bourgeois jumeaux de la RFA et de la RDA lors des élections du 18 mars 1990, tous les acquis démocratiques du mouvement de l'automne 1989 ont été détruits. Le gouvernement de la RDA n'était qu'un fantôme de celui de Kohl. Le nouvel État est créé par simple intégration de la RDA à la RFA et à ses structures étatiques.

La majorité des élus en RDA n'est pas présente dans le parlement commun, constitué le 3 octobre dans le vieux Reichstag à Berlin. L'État unifié allemand s'est constitué sans élections et sans référendum. Sa Constitution est celle -légèrement modifiée- de la RFA, qui n'a jamais été sanctionnée par un vote populaire. Il n'est aucunement question d'une assemblée constituante ou d'un vote populaire sur la Constitution et le système politique. Les « tables rondes » de RDA ne sont plus qu'un mauvais souvenir pour la bourgeoisie ."

Sur le plan international, la victoire de la bourgeoisie ouest-allemande débouche selon la résolution notamment sur trois éléments majeurs :

« L'Allemagne unifiée aspire maintenant à jouer un rôle de gendarme mondial aux côtés des autres forces impérialistes, à commencer par l'acquisition du droit d'opérer avec ses forces armées, y compris en dehors du territoire de l'OTAN sous la couverture de l'ONU »

« L'Allemagne unifiée jouera un rôle prédominant dans le Marché unique de 1992 sur les plans économiques et politiques, renforçant toutes ses tendances réactionnaires contre le Tiers Monde, contre les immigrés, et les réfugiés politiques, renforçant la répression politique et les inégalités sociales au sein même de la communauté. » [3].

« En même temps, cette Allemagne unifiée est bien placée pour jouer un rôle prédominant dans la conquête capitaliste des pays de l'Est. » [4]

La résolution revient ensuite sur les obstacles à une unification rapide qui avaient été surévalués dans le document adopté par le Secrétariat Unifié le 5 mars 1990.

« L'obstacle principal à cette évolution négative aurait été une classe ouvrière est-allemande capable de se porter candidate au pouvoir dotée d'un niveau élevé d'auto-organisation démocratique et ayant suffisamment confiance en ses propres forces pour aspirer à gérer elle-même l'industrie d'après les besoins de la population. Les conditions subjectives pour une telle issue n'étaient pas réunies. »

La résolution mentionne alors ce qui a empêché la classe ouvrière de se porter candidate au pouvoir et contient un élément d'autocritique explicite : *« C'est parce que nous n'avions pas assez mesuré ces retards et ces manquements que nous avons sous-estimés les rythmes possibles de l'offensive et de son succès. »*

Dans les facteurs qui avaient été fortement sous-estimés dans la résolution de mars 1990, il faut mentionner la question du sentiment national : *« Dans ces conditions, pour la majorité des Allemands, étant données l'existence d'un sentiment national frustré par la partition punitive et la tutelle humiliante de l'Allemagne imposée à la fin de la guerre par les impérialismes victorieux et la bureaucratie soviétique, l'unité à tout prix semblait offrir la seule perspective immédiate, sans en discuter le coût social. Ce revirement de la conscience des masses de la RDA s'est produit au cours de la deuxième semaine de novembre 1989. »*

La résolution réévalue aussi d'autres obstacles à l'unification rapide mentionnés dans le précédent document : la difficulté pour la bourgeoisie allemande de payer vite le prix de l'unification et les résistances supposées du Kremlin.

Elle explique pourquoi ces obstacles n'ont pas joué. Il n'est pas possible dans les limites de ce travail de résumer d'autres parties importantes de la résolution notamment celles concernant les tâches.

Je voudrais terminer cette partie du travail par une question laissée ouverte par la résolution de novembre 1990 : les effets sur la classe ouvrière de la partie occidentale de l'Allemagne et les réactions de celle-ci. Le document adopte la prudence nécessaire pour prévoir de possibles résistances partiellement « victorieuses » de la part des travailleurs de la partie occidentale de l'Allemagne unifiée : *« La bourgeoisie espère imposer tous les coûts de l'unification et du Marché unique de 1992 aux salariés. Cette épreuve n'est évidemment pas encore tranchée, puisqu'elle implique que la bourgeoisie gagne les luttes sociales probables, surtout en Allemagne de l'Ouest où la classe ouvrière est hautement organisée et très attachée à son niveau de vie acquis. Mais la bourgeoisie a choisi de prendre le risque. »*

Vingt-cinq ans plus tard, le diagnostic est limpide, « cristal clear » dirait Ernest Mandel : la bourgeoisie allemande a atteint ses objectifs notamment grâce au concours du SPD allemand et des contre-réformes Schröder-Hartz qu'il a réalisées en 2003-2005 [5]. (voir encadré « Les reculs sociaux imposés en Allemagne »)

Encadré : Les reculs sociaux imposés en Allemagne [6]

Les patrons allemands, aidés par le gouvernement socialiste de Gerhard Schröder en 2003-2005, ont réussi à imposer d'importants reculs aux travailleurs. L'étude *En finir avec la compétitivité* publiée conjointement par ATTAC et la Fondation Copernic résume ainsi les grandes étapes des atteintes

aux conquêtes des travailleurs d'Allemagne et à leurs droits sociaux et économiques : « *Les lois Hartz (du nom de l'ex-Directeur des Ressources Humaines de Volkswagen et conseiller de Gerhard Schröder) se sont échelonnées entre 2003 et 2005. Hartz I oblige les chômeurs à accepter l'emploi qui leur est proposé, même pour un salaire inférieur à leur indemnité chômage. Hartz II institue des mini-jobs à moins de 400 euros mensuels (exemptés de cotisations sociales salariées). Hartz III limite à un an le versement des allocations chômage pour les travailleurs âgés et en durcit les conditions d'attribution. Hartz IV fusionne l'allocation chômage de longue durée et les aides sociales, et les plafonne à 345 euros par mois. Aux lois Hartz s'ajoutent les réformes successives des retraites et du système d'assurance-maladie : retraite par capitalisation (retraites Riester) ; hausse des cotisations, report de l'âge légal de départ à la retraite (objectif 67 ans en 2017).* » Les auteurs de cette étude soulignent : « *L'ensemble de ces réformes a conduit à une impressionnante montée des inégalités sociales. C'est un aspect souvent oublié du 'modèle allemand' et cela vaut donc la peine de donner quelques chiffres détaillés. L'Allemagne est devenue un pays très inégalitaire : un avant-projet de rapport parlementaire sur la pauvreté et la richesse [7] vient d'établir que la moitié la plus pauvre de la société possède seulement 1 % des actifs, contre 53 % pour les plus riches. Entre 2003 et 2010, le pouvoir d'achat du salaire médian a baissé de 5,6 %. Mais cette baisse a été très inégalement répartie : - 12 % pour les 40 % de salariés les moins bien payés, - 4 % pour les 40 % de salariés les mieux payés [8]. Les données officielles montrent que la proportion de bas salaires est passée de 18,7 % en 2006 à 21 % en 2010 et cette progression des bas salaires - c'est à souligner - se fait pour l'essentiel en Allemagne de l'Ouest.* »

Selon la même étude, en 2008, le nombre de salariés a augmenté de 1,2 million par rapport à 1999, mais cette progression correspond à une augmentation de 1,9 million du nombre d'emplois précaires, et donc à une perte d'un demi-million d'emplois CDI à plein temps. Un quart des salarié(e)s occupent aujourd'hui un emploi précaire, et cette proportion (la même désormais qu'aux États-Unis) monte à 40 % chez les femmes. « *Les emplois salariés précaires sont majoritairement (à 70 %) destinés aux femmes [9]. La proportion de chômeurs indemnisés a chuté de 80 % en 1995 à 35 % en 2008 et toutes les personnes au chômage depuis plus d'un an ont basculé vers l'aide sociale* ».

Comme le note Arnaud Lechevalier, cette évolution s'inscrit « *dans un contexte plus général d'érosion de la protection des salariés par les conventions collectives : la part des salariés couverts a baissé de 76 % à 62 % en dix ans et ces conventions ne concernaient plus que 40 % des entreprises allemandes en 2008. De plus, les syndicats ont dû concéder de multiples dérogations aux conventions collectives de branche au niveau des entreprises* » [10].

Quand on tente d'expliquer l'attitude actuelle des dirigeants allemands face à la crise de l'Eurozone, on peut émettre l'hypothèse qu'une des leçons qu'ils ont tirées de l'absorption de l'Allemagne de l'Est au début des années 1990 est que les importantes disparités entre travailleurs peuvent être exploitées pour imposer une politique pro-patronale très forte. Les privatisations massives en Allemagne de l'Est, les atteintes à la sécurité de l'emploi des travailleurs de l'ex-RDA combinées à l'augmentation de la dette publique allemande due au financement de cette absorption (qui a servi de prétexte à la mise en place des politiques d'austérité), ont permis d'imposer des reculs très importants à une partie des travailleurs d'Allemagne, qu'ils soient de l'Est ou de l'Ouest. Les travailleurs en Allemagne ont été fortement divisés entre ceux qui travaillent dans les grandes branches industrielles où est préservée une série d'acquis et les secteurs très précarisés des services et des PME.

On trouve dans un texte d'un des principaux syndicats allemands, l'IG Metall, le syndicat de la métallurgie, une défense de la zone euro qui en dit long sur l'abandon d'une perspective d'unité des travailleurs face au patronat. On y trouve une défense des intérêts de l'économie allemande et de la monnaie unique. Dans ce document intitulé « 10 arguments en faveur de l'euro et de l'union

monétaire » et daté du 19 août 2011, on peut lire : « *L'économie allemande dépend plus que toute autre économie de ses exportations. Nos clients à l'étranger sont à l'origine de millions d'emplois en Allemagne. Les plus importants acheteurs de produits allemands sont les Européens (...). La monnaie unique a contribué énormément à la compétitivité des produits allemands. Si les pays endettés sont exclus de la monnaie unique, ils dévalueront leurs monnaies pour améliorer leur compétitivité. L'euro restant, qui sera composé exclusivement des pays les plus forts sur le plan économique de l'Union européenne, subira alors une pression considérable pour se réévaluer. Un retour au deutsche mark impliquerait au bas mot une réévaluation de 40 %.* » [11]

Pour les dirigeants allemands actuels et le patronat, la crise de la zone euro et les attaques brutales imposées au peuple grec et à d'autres peuples de la Périphérie sont l'occasion d'aller encore plus loin et de reproduire d'une certaine manière à l'échelle européenne ce qu'ils ont fait en Allemagne.

Quant aux autres dirigeants européens des pays les plus forts et aux patrons des grandes entreprises, ils ne sont pas en reste. Ils se félicitent de l'existence d'une zone économique, commerciale et politique commune où les transnationales européennes et les économies du Nord de la zone euro tirent profit de la débâcle du Sud pour renforcer la profitabilité de leurs entreprises et marquer des points en termes de compétitivité par rapport à leurs concurrents nord-américains et chinois. L'intervention de la Troïka et la complicité active des gouvernements de la Périphérie les y aident. Le grand Capital des pays de la Périphérie est favorable à ces politiques car il compte bien lui-même obtenir une part du gâteau des privatisations d'entreprises qu'il convoitait depuis des années. Fin de l'encadré

Conclusion

Il est aisé *a posteriori* d'émettre une série d'opinions sur des faits qui ont connu leur dénouement. Faisons néanmoins l'exercice.

La révolution politique était-elle en marche en RDA en 1989 ?

Non car la classe ouvrière ne s'est pas portée candidate au pouvoir. Il s'est déroulé une crise sociale et politique aiguë avec participation massive des citoyens est-allemands.

Ceux d'en haut : la bureaucratie a été incapable de gouverner comme avant. La solution répressive lui était fermée par la direction soviétique. Elle a été incapable de mettre en œuvre rapidement des réformes politiques et économiques à la hauteur des aspirations du mouvement de masse. Ceux d'en bas ne voulaient plus être gouvernés comme avant. L'autoactivité a été puissante. La classe ouvrière, la jeunesse, l'intelligentsia ont souhaité de profondes réformes dans le cadre de la RDA pendant la majeure partie de l'année 1989. Mais la situation a rapidement tourné lorsque les autorités ouest-allemandes ont décidé de passer à l'offensive en proposant l'unification rapide en payant un prix relativement élevé : un taux de change du mark offrant la perspective d'une amélioration immédiate des conditions de vie de la population est-allemande.

Pour qu'un véritable processus de révolution politique se développe, il aurait fallu qu'il y ait dispute pour le pouvoir. Il aurait fallu que ceux et celles d'en bas se présentent comme candidats au pouvoir, passent de l'autoactivité à l'auto-organisation, se dotent d'organes créant une situation de dualité de pouvoir qui se dénoue en faveur d'un des trois camps : le camp des opprimés d'Allemagne de l'Est (avec la classe ouvrière jouant un rôle central vu la structure sociale de la RDA), le camp de la bureaucratie de la RDA, le camp de la classe capitaliste d'Allemagne de l'Ouest.

La crise politique et sociale n'a pas atteint le stade où ceux et celles d'en bas se sont posés la

question du pouvoir. Le problème ne réside pas dans le fait que le niveau des revendications des masses aurait été trop bas. Les révolutions commencent avec un niveau de revendications élémentaires : l'égalité, la justice, la paix, le pain, l'« indépendance ».

Pour qu'un processus de révolution politique se soit développé (quel qu'en soit le dénouement), il aurait fallu que ceux et celles d'en bas tirent de leurs expériences, des leçons qui fassent faire un bond à leur conscience et qui débouchent sur la création d'organes d'auto-organisation. Il aurait fallu qu'ils se posent en positif la question du pouvoir.

La question de la durée dans l'analyse d'Ernest Mandel entre octobre 1989 et le printemps 1990

Ernest Mandel était préoccupé par la question de la durée nécessaire à l'accumulation d'expériences par les masses. Il « espérait » que l'armée soviétique par son refus de l'absorption de l'Allemagne de l'Est par la République fédérale ralentisse le processus d'unification, il misait subsidiairement sur l'hypothèse que les autorités ouest-allemandes ne seraient pas prêtes à payer à un rythme accéléré le prix de la réunification. Le cours de l'histoire a été différent. Il en a pris acte à partir de l'automne 1990 (cfr. la Résolution mentionnée plus haut -adoptée par le Secrétariat Unifié de la IV^e Internationale en novembre 1990- « La réunification capitaliste », voir la bibliographie ci-jointe)

D'autres éléments doivent être mis en évidence

Ernest Mandel, alors qu'il était conscient des ravages opérés par le stalinisme, par le nazisme et par la social-démocratie sur la conscience des travailleurs allemands, a présumé des forces de la mémoire collective concernant les meilleurs moments de l'histoire de la classe ouvrière allemande, notamment l'éducation massive social-démocrate d'avant la première guerre mondiale et l'expérience spartakiste-communiste d'avant la stalinisation du KPD (Parti communiste allemand).

On peut noter une contradiction réelle entre l'acuité avec laquelle il percevait la crise de crédibilité du projet socialiste et sa conviction de voir resurgir le meilleur de l'expérience de la classe ouvrière allemande. Il y a à ce niveau de la pensée d'Ernest Mandel une faiblesse incontestable.

Ernest Mandel était conscient des limites des capacités de la bureaucratie à faire des concessions aux masses mais, un moment, il a pensé que dans un réflexe de survie de la bureaucratie, celle-ci utiliserait toutes ses réserves en devises pour donner satisfaction à certaines aspirations économiques des citoyens est-allemands de manière à retarder ou endiguer la poussée irrésistible des masses en faveur de la réunification. Un ravitaillement massif en biens de consommation de standard occidental était matériellement possible : la bureaucratie n'a pas pris cette voie.

Ernest Mandel misait dans le cadre d'un processus prolongé de crise politique sur l'évolution à gauche d'une partie du PDS qui aurait pu devenir un parti centriste de gauche, d'une part, sur la construction d'une organisation marxiste-révolutionnaire affiliée à la IV^e Internationale, d'autre part. Il n'a pas ménagé ses efforts pour contribuer à ces deux développements politiques. Il considérait qu'une telle évolution politique était vitale pour que les masses puissent tirer les leçons de leurs expériences et aller de l'avant vers une révolution politique. Cette tension extrême de ses forces n'a pas abouti.

J'ai la conviction, basée sur mes contacts avec Ernest Mandel, que l'idée d'aider à créer une avant-garde autoproclamée était totalement étrangère à sa démarche. L'idée qu'un parti puisse faire accoucher les masses d'une révolution quitte à utiliser des forceps, était étrangère à son approche de l'émancipation. De là, son insistance sur le pluripartisme, y compris sa défense de la multiplicité d'organisations révolutionnaires. De là, son insistance sur l'auto-organisation. Dans ses écrits de la

dernière période, il y a insistance systématique sur le postulat de Marx : « *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.* » Cette démarche ne peut-être ramenée à du spontanéisme primaire. Ni spontanéisme primaire, ni dirigisme via une avant-garde omnisciente. J'en veux pour preuve les deux citations suivantes. La première renvoie aux faiblesses du mouvement d'octobre-novembre 1989. La seconde rédigée deux mois plus tard aborde la question du pouvoir révolutionnaire.

Première citation datant de novembre 1989 : « *On ne doit pas se laisser aller à une euphorie spontanéiste et croire que ce magnifique mouvement révolutionnaire va durer et triompher du seul fait de son ampleur. L'explosion révolutionnaire est marquée par deux faiblesses graves qui risquent de la condamner à terme, à l'échec. Tout d'abord il n'y a que des embryons de véritables structures d'auto-organisation. Des manifestations, même les plus larges, ne peuvent pas, à la longue, remplacer de telles structures.(..) Par ailleurs, le mouvement populaire et l'opposition n'ont pas d'objectif politique précis ni une idée claire des institutions à créer pour exercer le pouvoir. Ce sont là les deux principaux handicaps pour l'issue victorieuse du mouvement de masse.* » (« En Allemagne de l'Est « ceux d'en bas se sont mis en marche » », *La Gauche*, 21/11/89).

La deuxième citation renvoie à la relation auto-organisation des masses / organisation(s) d'avant-garde. Je précise que la citation provient d'un texte de portée générale qui ne se rapporte pas directement à la crise allemande : "*Auto-organisation de la classe - qui débouche sur le pouvoir des conseils librement et démocratiquement élus - et l'organisation séparée de l'avant garde révolutionnaire forment une unité dialectique, médiatisée par la pluralité des partis. Le pouvoir d'État doit être exercé par les conseils, pas par le parti. Le(s) parti(s) cherche(nt) à gagner la majorité au sein des conseils par persuasion et non par l'administration, et encore moins la répression.*

Leurs seuls atouts doivent être : un degré d'activité plus soutenu, plus continu, plus dévoué au service de leur classe, un style de vie dénué de tout privilège, une capacité à mettre leur pratique constamment en conformité avec leurs principes, Pour cela, ils doivent puiser aux sources non-contaminées : les écrits de Marx et d'Engels sur la Commune de Paris, les écrits de Rosa Luxembourg, du Lénine de L'État et la Révolution qui a eu l'audace de développer un projet d'Etat soviétique « sans armée permanente, sans police, sans bureaucratie », et surtout les écrits de Trotsky des dix dernières années de sa vie et les documents programmatiques de la IV^e Internationale mais toute cette richesse théorique doit être considérée non comme une vérité révélée définitive, mais comme sujet au test d'expériences révolutionnaires et contre-révolutionnaires nouvelles " (Ernest Mandel, « L'avenir du communisme », *Inprecor*, n°305)

Ernest Mandel était conscient dès la fin de l'année 1989 des risques d'une évolution du mouvement de masse en RDA vers la réunification dans un cadre capitaliste : « *Les risques de dérapages à droite de la révolution sont nourris sur le plan politique, par l'idéalisation des conditions sous la première République -le régime Masaryk-Benesj en Tchécoslovaquie-, par le mirage en RDA d'une réunification inconditionnelle - c'est-à-dire capitaliste- de l'Allemagne.* (Ernest Mandel, »Socialisme de marché ? Non merci ! », *La Gauche*, 26/12/1989)

Mais il est indéniable qu'il a maintenu un jugement plus favorable de la crise en RDA au moins jusqu'en mars 1990 alors que le tournant était pris dès la deuxième moitié de novembre 1989.

Au-delà des erreurs d'appréciation réalisées dans le feu de l'action quand on manque de recul, fondamentalement Ernest Mandel a eu constamment et fermement comme boussole les intérêts du peuple. Toujours il a cherché à favoriser la lutte pour l'auto émancipation de ceux et celles d'en bas. Jamais il n'a été favorable a des compromis boiteux réalisés au détriment de la lutte.

Bibliographie

Bibliographie générale sur l'Allemagne depuis la réunification :

GROSSER A., MIARD-DELACROIX H., *Allemagne*, Flammarion, 1994, 127p.

FRITSCH-BOURNAZEL. R., *L'Allemagne unie dans la nouvelle Europe*, Complexe, 1991.

LE GLOANNEC, A.-M., *L'Allemagne après la guerre froide, le vainqueur entravé*. Complexe, 1993.

Ouvrages et articles de portée générale :

MANDEL Ernest, « L'avenir du communisme », *Inprecor*, no305, 23/03/1990, 6 p.

TROTSKY Léon, *La Révolution trahie*, Publications de la IV^e Internationale, 1961, 268 p.

VINCENT Jean-Marie, « Ernest Mandel et le marxisme révolutionnaire », *Revue Critique Communiste*, 1996 p.

Articles et résolutions d'Ernest Mandel sur l'Allemagne en 1989-1990 :

« La révolution politique et les dangers qui la menacent », *Inprecor* n° 297, 13.11.1989.

« En Allemagne de l'Est, « ceux d'en bas » se sont mis en marche », *La Gauche*, 21.11.1989.

« Socialisme de marché ? Non merci ! », *La Gauche*, 26 décembre 1989.

« La situation en RDA et nos tâches », Résolution adoptée par le Secrétariat Unifié de la IV^e Internationale (5 mars 1990), *Inprecor* n° 305, 23.03.90.

« Le nouveau maccarthysme », *Inprecor* n° 315, 28.09.90.

« La réunification capitaliste », Résolution adoptée par le Secrétariat Unifié de la IV^e internationale (novembre 1990), *Inprecor* n° 322, 18.01.91

Divers auteurs : 1989-1990, articles sur le sujet (par ordre chronologique) :

SCHULZ Hans-Jürgen, « La révolte des exclus », *Inprecor* n° 295, 16.10.89.

- « La montée révolutionnaire », *Inprecor* n° 296, 30.09.89.

WOLF Winfried, « Réunification allemande ou révolution politique ? », *Inprecor* n° 296, 30.09.89.

SCHULZ Hans-Jürgen, « L'évolution de l'opposition est-allemande », *Inprecor* n° 296, 30.09.89.

Plate-forme politique de Nouveau Forum, *Inprecor* n° 296, 30.09.89.

KELLNER Manuel, « Fin de l'après-guerre allemand », *Inprecor* n° 297, 13.11.89.

KELLNER Manuel, « Chevaliers de la table ronde », *Inprecor* n° 298, 27.11.89.

Entretien avec Herbert MISSLITZ, « L'actualité du socialisme », *Inprecor* n° 298, 27.11.89.

KELLNER Manuel, « Le plan Kohl », *Inprecor* n° 299, 11.12.89.

Entretien avec H. MISSLITZ et R. WEISSHUNN, Débat sur les élections, *Inprecor* n° 299, 11.12.89.

KLEIN Angela, « Fondation difficile », *Inprecor* n° 299, 11.12.89.

WOLF Winfried, « Une économie délabrée », *Inprecor* n° 299, 11.12.89.

BERGERAC Pierre, « Syndicats dans l'attente du congrès », *Inprecor* n° 300, 12.01.90.

KELLNER Manuel, « Unification au pas de course », *Inprecor* n° 302, 09.02.90.

LASSERRE René, « Economie triomphante, économie à genoux. L'unité allemande par le mark », *Le Monde diplomatique*, mars 1990.

KLEIN Angela, « Un premier bilan », *Inprecor* n° 304, 09.03.90.

SCHULZ Hans-Jürgen, « Raz de marée de droite », *Inprecor* n° 305, 23.03.90.

« La crise du stalinisme et la question allemande », *Inprecor* n° 305, 23.03.90.

« Position du VSP », *Inprecor* n° 305, 23.03.90.

TONDEUR Alain, « RDA : le choc », *La Gauche*, 27 mars 1990.

CLERC Denis, « Le coût de l'unification allemande Une chance ou un handicap pour l'Europe », *Le Monde diplomatique*, mai 1990.

WOLF Winfried, « Les carottes sont cuites », *La Gauche*, 5 juin 1990.

(correspondant à Berlin-Est), « Exceptionnel : débat Mandel - Gysi à Berlin-Est », *La Gauche*, 5 juin 1990.

CASSEN Bernard, « Électrochoc allemand pour une Europe en gésine. Sur le front de l'union politique », *Le Monde diplomatique*, juillet 1990.

JULIEN Claude, « Du rideau de fer au mur d'argent », *Le Monde diplomatique*, juillet 1990.

FRIQUE Mr Kohl triomphe, la RDA s'efface, *La Gauche*, 17 octobre 1990.

DEQUEECKER Ida, « L'euphorie de l'unification : pas pour tous ! », *La Gauche*, 30 octobre 1990.

PALMIER Jean-Michel, « Surmonter le passé, abolir les préjugés. Que reste-t-il de la culture est-allemande ? », *Le Monde diplomatique*, octobre 1990.

Notes

[1] Ce texte reprend largement le contenu d'une étude que j'ai rédigée en 1996-1997. Une première version a été publiée quelques années plus tard : <http://www.ernestmandel.org/new/sur-la-vie-et-l-oeuvre/article/notes-a-propos-de-l-approche-d> Le texte a été revu et augmenté.

[2] À l'époque des événements, je militais régulièrement avec Ernest Mandel car nous faisons tous deux partie des instances de direction de la IV^e Internationale. Ces instances étaient le Bureau du Secrétariat Unifié -BSU-, instance qui se réunissait une à deux fois par mois, le Secrétariat Unifié -SU- se réunissait tous les trois mois et le Comité Exécutif International -CEI- qui se réunissait en session annuelle. Ces instances ont débattu régulièrement de l'évolution politique en Allemagne et dans le camp dit soviétique.

Nous faisons également partie du Comité Central de la section belge de la IV^e Internationale. J'ai eu à cette époque la charge d'introduire durant l'année 1990 une session du comité central consacrée entièrement à l'évolution à l'Est et de débattre avec Ernest Mandel de nos divergences. Par ailleurs, de 1989, jusqu'au début de l'année 1991, j'ai suivi d'assez près les activités des militants de la IV^e Internationale en Allemagne en participant à certaines de leurs réunions de direction et à un congrès.

Je mentionne ces faits pour indiquer que j'avais une certaine proximité par rapport à Ernest Mandel et à la question de l'évolution politique en Allemagne au moment où la question de la réunification s'est posée. Ernest Mandel et moi avons mis au point la rédaction définitive de la résolution amendée adoptée par le SU de novembre 1990. C'est Ernest Mandel qui a écrit 95 % de cette résolution.

Il faut cependant préciser qu'à l'époque, mon activité internationale principale portait surtout sur les luttes politiques en Amérique latine. Entre 1989 et 1991, j'ai effectué plusieurs séjours au Mexique, en Amérique centrale (Nicaragua, El Salvador et Guatemala principalement), à Cuba, au Brésil et en Colombie.

[3] Cette perspective s'est intégralement concrétisée.

[4] Même observation.

[5] voir Eric Toussaint, « Le modèle allemand comme produit de l'offensive néolibérale » dans l'article « La plus grande offensive contre les droits sociaux menée depuis la seconde guerre mondiale à l'échelle européenne » publié le 23 décembre 2012, www.cadtm.org/La-plus-grande-offensive-contre

[6] Ce texte a été rédigé en 2012 et complété en 2014.

[7] Lebenslagen in Deutschland. Entwurf des vierten Armuts- und Reichstumsberichts der Bundesregierung, projet du 17 septembre 2012, <http://gesd.free.fr/arb912.pdf>

[8] Karl Brenke et Markus M. Grabka, « Schwache Lohnentwicklung im letzten Jahrzehnt », DIW Wochenbericht, n° 45, 2011, <http://gesd.free.fr/brenke11.pdf>

[9] Source : destatis.de (Office fédéral allemand de statistique).

[10] Arnaud Lechevalier, « Un modèle qui ne fait guère envie », Alternatives économiques,

n° 300, mars 2011, <http://gesd.free.fr/allmodel.pdf>, cité par ATTAC et Fondation Copernic.

[11] IG Metall, « 10 arguments en faveur de l'euro et de l'union monétaire », 19 août 2011, cité dans Cédric Durand (sous la direction de), *En finir avec l'Europe*, Editions La Fabrique, 2013, p. 68. Une autre partie du texte de l'IG Metall mériterait un commentaire mais l'espace nous manque ici : « Les eurobonds, les plans de sauvetage et les autres mesures de soutien aux pays déficitaires doivent être conditionnés à la réduction de l'endettement. Les dettes et les excédents des pays individuels doivent être supervisés par un fonds monétaire européen. Les dettes ou les surplus excessifs doivent donner lieu à des procédures de correction des déséquilibres. »